

La déclaration ci-dessous a été traduite de l'anglais original à l'aide d'un outil de traduction en ligne et n'est pas une traduction professionnelle. Nous vous prions de nous excuser pour toute erreur ou incohérence par rapport à la version originale du texte

Résumée au nom de : *Filles Pas Epouses : Le Partenariat mondial pour mettre fin au mariage des enfants* et 124 organisations qui travaillent pour mettre fin au mariage des enfants (liste en annexe)

Site web : www.girlsnotbrides.org

Point focal : Georgiana Epure, Senior Advocacy and Campaigns Officer, Georgiana.Epure@girlsnotbrides.org

Vers un avenir sans mariage d'enfants

Déclaration écrite pour informer le Pacte d'avenir

CHAPEAU

Alors que le Sommet du Futur cherche à répondre aux défis actuels et futurs, ses délibérations, son diagnostic des questions complexes auxquelles notre monde est confronté et l'identification de solutions doivent donner la priorité au problème mondial que représentent les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés ("CEFMU", "mariage d'enfants").

Chaque année, 12 millions de filles sont mariées ou en union dans le monde. Bien qu'il soit de plus en plus évident que le nombre de mariages d'enfants diminue dans le monde entier, il est urgent d'accélérer ces progrès afin d'être sur la bonne voie pour atteindre le développement durable et ne pas transmettre le défi de mettre fin au mariage d'enfants aux générations futures. Si nous n'accélérons pas nos efforts, [150 millions de filles supplémentaires](#) se marieront ou se mettront en couple d'ici 2030, et il faudra encore [300 ans pour mettre fin à cette pratique](#).

Le CEFMU est une violation flagrante des droits de l'homme et un problème mondial qui dépasse les frontières, les cultures, les traditions et les religions. La prévalence du mariage d'enfants varie considérablement d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays, ce qui a un impact négatif sur la vie des filles, la vie de leurs enfants, leurs communautés et notre société dans son ensemble. En tant que problème sociétal multidimensionnel et mondial, le Pacte pour l'avenir doit aborder la question du mariage des enfants et inclure des actions et des investissements radicaux pour la réalisation des droits de l'homme et de l'égalité entre les hommes et les femmes, en mettant l'accent sur l'élimination de toutes les violences à l'encontre des femmes et des filles.

Le Pacte pour l'avenir doit donner la priorité aux actions visant à mettre fin aux mariages et unions d'enfants, précoces et forcés :

1. Chapitre 1 : Développement durable et financement du développement

Le mariage d'enfants doit être considéré comme une priorité pour parvenir à un développement réel, durable et à long terme. L'objectif 5 des ODD est axé sur l'égalité des sexes et comprend une cible visant à mettre fin au mariage d'enfants d'ici à 2030. Cependant, les conséquences de la non-réalisation de cet objectif vont au-delà de l'ODD 5. Si des progrès significatifs ne sont pas réalisés pour mettre fin au mariage d'enfants, nous ne parviendrons pas à atteindre au moins neuf des ODD, notamment ceux liés à la pauvreté, à la sécurité alimentaire, à la santé, à l'éducation, à l'égalité des sexes, à la croissance économique, à l'action climatique, ainsi qu'à la paix et à la justice. **Cela nécessite des investissements financiers cohérents, adéquats et ciblés pour transformer les normes de genre injustes, garantir l'accès des filles à une éducation et à des services de santé de qualité - en particulier les services de santé sexuelle et reproductive -, s'attaquer au**

travail domestique et de soins non rémunéré disproportionné qui incombe aux filles et aux jeunes femmes, mettre fin à la pauvreté, réduire les inégalités socio-économiques et - surtout - augmenter le financement accessible aux organisations féministes dirigées par des jeunes, aux réseaux et aux collectifs de base.

Cette génération, et les générations futures, comptent sur la volonté politique des dirigeants pour trouver des solutions aux conflits et à la crise climatique, qui affectent de manière disproportionnée les populations confrontées à des formes multiples et croisées de discrimination. Ces défis entravent le développement durable, l'égalité entre les hommes et les femmes, le développement social et économique de nos communautés, ainsi que le respect, la protection et la réalisation des droits de l'homme. Les jeunes, en particulier, sont touchés de manière disproportionnée par ces défis qui affectent leur autonomie - y compris les décisions concernant le moment et la personne à marier - ce qui a des implications pour le reste de leur vie.

2. Chapitre 2 : Paix et sécurité internationales

La violence à l'égard des femmes et des filles est un [indicateur de](#) la vulnérabilité d'une société aux conflits. Il est donc essentiel de s'attaquer au mariage des enfants et à l'inégalité entre les sexes dans le cadre d'une conceptualisation holistique de la paix et de la sécurité. Si le mariage d'enfants est un problème mondial, les facteurs de risque de mariage d'enfants augmentent considérablement dans les situations de conflit et de crise. Les taux de mariage d'enfants sont presque deux fois plus élevés que la moyenne mondiale dans les contextes de fragilité et [huit des dix pays](#) où les taux de mariage d'enfants sont les plus élevés connaissent des crises humanitaires. Ces augmentations sont [dus](#) à l'exacerbation des principaux facteurs du mariage d'enfants et, plus généralement, de la violence fondée sur le genre. Par exemple, les adolescentes sont davantage exposées aux violences sexuelles et aux mariages d'enfants dans les situations de conflit, car les normes sociales discriminatoires à l'égard des filles sont [exacerbées](#) par la montée de la violence et de l'insécurité. Cette situation est aggravée par l'effondrement des systèmes de soutien individuels, formels et coutumiers en période d'insécurité.

La crise climatique aggrave également les inégalités existantes, provoque des déplacements et augmente la concurrence pour des ressources rares, ce qui accroît le risque de violence, de conflit et de mariage d'enfants. Les filles sont [touchées](#) de manière disproportionnée par les impacts de la crise climatique, avec une probabilité plus élevée d'abandonner l'école et d'être forcées à se marier. Lorsque les différentes crises s'entremêlent ou que les filles elles-mêmes sont confrontées à de multiples formes de marginalisation qui se recoupent, les risques de mariage d'enfants augmentent encore, et les filles ont moins de chances d'accéder à un soutien une fois mariées.

La prévention et la réponse au mariage des enfants doivent être intégrées dans toutes les stratégies d'évaluation humanitaire, y compris les stratégies de prévention, d'atténuation et de réponse à la violence sexuelle liée aux conflits et à la violence fondée sur le genre. Des progrès décisifs doivent être réalisés pour accroître le rôle des femmes et des filles dans la prévention et la résolution des conflits, ainsi que dans la consolidation de la paix, en intégrant des stratégies qui atténueront, préviendront et répondront à la violence contre les femmes et les filles et aux violations des droits de l'homme. Cela nécessite un engagement, une planification, un financement et un suivi aux niveaux international, national et communautaire.

3. Chapitre 3 : Science, technologie et innovation et coopération numérique

Jouir des avantages du progrès scientifique et de ses applications est un [droit de l'homme](#). Pourtant, des millions de filles et de femmes dans le monde ne peuvent pas profiter des avantages des méthodes modernes de contraception parce qu'elles n'y ont pas accès en raison d'obstacles physiques et/ou financiers, de la stigmatisation et d'un pouvoir de négociation inégal avec leurs partenaires intimes quant à leur utilisation. Il

s'agit là d'un des principaux moteurs du mariage des enfants et d'un des principaux besoins non satisfaits des filles et des femmes qui sont déjà mariées ou qui vivent dans des unions informelles.

[Neuf](#) naissances sur [dix](#) chez les adolescentes ont lieu dans le cadre du mariage, et les complications liées à la grossesse et à l'accouchement chez les adolescentes sont l'une des principales causes de décès chez les adolescentes dans le monde. Dans de nombreux contextes, les adolescentes qui tombent enceintes sont poussées à se marier ou à s'unir pour éviter la stigmatisation associée au fait d'avoir des enfants hors mariage. En améliorant l'accès des filles et des femmes aux services de santé sexuelle et génésique, la santé et le bien-être de millions de filles et de femmes peuvent être considérablement améliorés, les grossesses des adolescentes peuvent être retardées et la grossesse peut être choisie, éliminant ainsi l'un des principaux moteurs et obstacles pour les filles souhaitant quitter un mariage d'enfants.

L'amélioration de la disponibilité, de l'accessibilité et du caractère abordable de la contraception moderne et des services de santé sexuelle et reproductive pour les filles et les jeunes femmes doit être une priorité pour mettre fin au mariage des enfants. Cela doit s'accompagner d'un meilleur accès des filles aux matières STIM et à la formation professionnelle afin qu'elles puissent rester à l'école et accéder à un emploi rémunéré et sûr. Pour accélérer la fin des mariages d'enfants, il est indispensable de combler le fossé numérique, ce qui [facilitera la](#) sensibilisation à cette pratique néfaste et l'accès aux services de soutien par le biais de canaux fiables permettant d'obtenir des informations en temps réel et dignes de confiance.

4. Chapitre 4 : Jeunesse et générations futures

La CEFMU est un problème mondial enraciné dans l'inégalité entre les sexes, qui touche les filles de manière disproportionnée. Près de la moitié des filles [mariées](#) ou en union vivent actuellement en Asie du Sud, 20 % en Afrique occidentale, centrale, orientale et australe, 15 % en Asie de l'Est et dans le Pacifique et 9 % en Amérique latine et dans les Caraïbes.

D'ici 2050, [plus d'un tiers](#) des jeunes du monde vivront en Afrique. Si cette croissance démographique est porteuse d'un grand potentiel de développement, elle expose également à des risques majeurs en matière de protection des droits des jeunes - en particulier ceux des filles et des jeunes femmes - notamment en ce qui concerne le droit à l'éducation et à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. Si les tendances des dix dernières années se poursuivent, on prévoit que la prévalence du mariage des enfants en Afrique orientale, occidentale et australe atteindra [41 % d'ici 2030, contre 35 % actuellement](#).

Les pratiques de la CEFMU diffèrent selon les contextes et ont évolué avec le temps, en particulier dans des régions comme l'Amérique latine et les Caraïbes, où la pratique prend le plus souvent la forme d'unions informelles. L'Amérique latine et les Caraïbes [devraient](#) devenir la deuxième région d'Afrique de l'Est, d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique australe en termes de prévalence du mariage d'enfants. Alors que dans de nombreux pays, les filles sont forcées de se marier et/ou de contracter une union, dans d'autres pays, la plupart des unions ont lieu entre des adolescents apparemment consentants, bien que ces unions/mariages impliquant des adolescents aient de graves répercussions sur la santé des adolescentes et leur accès à l'éducation, aux possibilités d'emploi et à l'indépendance économique. Il est absolument nécessaire d'offrir aux filles et aux jeunes femmes des alternatives qui leur permettent de retarder les mariages et les unions précoces.

Étant donné que les pratiques de l'UEMF évoluent et que les expériences vécues par les filles mariées varient, il convient d'écouter les voix des jeunes afin de comprendre leurs préoccupations, leurs besoins, leurs aspirations et leurs solutions. Les pratiques de la CEFMU doivent être analysées et abordées collectivement, dans une optique de transformation du genre, afin de créer des alternatives qui permettent aux filles de poursuivre leur éducation, de protéger leur santé et de réaliser leurs ambitions. L'engagement et le leadership significatifs et inclusifs des jeunes sont essentiels pour mettre fin au mariage des enfants et conduire un changement sociétal positif. Leur capacité à faire évoluer les normes

inégales en matière de genre et à créer des mouvements intergénérationnels et intersectionnels forts doit être prise en compte à tous les niveaux des processus décisionnels.

5. Chapitre 5 : Transformer la gouvernance mondiale

Le progrès ne peut se faire au détriment des droits de l'homme et de l'égalité des sexes. Les systèmes et institutions de gouvernance mondiale doivent intégrer le respect et la protection des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans tous les processus et résultats.

Au fil des ans, les gouvernements et les organismes intergouvernementaux ont pris de nombreux engagements pour mettre fin au mariage des enfants, mais n'ont pas réussi à soutenir ces engagements avec les ressources et les investissements nécessaires pour les réaliser. Le système de gouvernance mondiale doit subir un changement radical et établir des cadres de gouvernance financière progressistes, redistributifs et équitables qui donnent la priorité à l'élimination de la pauvreté et des inégalités socio-économiques entre les sexes, et qui investissent dans les services sociaux, tels que l'éducation et la santé, en particulier les services de santé sexuelle et génésique. Les États doivent adopter et mettre en œuvre des politiques publiques qui renforcent les capacités des enfants et des adolescents, en commençant par la reconnaissance d'une autonomie progressive en tant que sujets de droit qui leur offre une diversité d'options pour la construction d'une vie digne.

Il est essentiel que la réforme de la gouvernance mondiale donne la priorité à la lutte contre les inégalités macro-économiques, qui ont un impact direct et indirect disproportionné sur les filles et favorisent les mariages d'enfants, en raison du sous-investissement constant dans les services sociaux. Deux aspects au moins sont essentiels dans ce contexte : la lutte contre l'évasion fiscale agressive, qui prive les pays de recettes qui pourraient être réorientées vers des services publics équitables clés contribuant à réduire les mariages d'enfants - tels que l'éducation et les services de santé - et la lutte contre les inégalités mondiales qui poussent les pays, en particulier ceux du Sud, à s'endetter massivement, ce qui ne leur laisse guère d'autre choix que de réduire les dépenses publiques et de priver encore davantage les filles de l'accès à l'éducation et aux services de santé.

(Nombre de mots de la déclaration : 1730/2000)

Liste des signataires

Filles Pas Epouses : Le partenariat mondial pour mettre fin au mariage des enfants

A Rede De Comunicadores Amigos Da Criança (RECAC)

A Rede Homens pela Mudança (HOPEM), Mozambique

ACE Charity, Nigeria

Action Hope Malawi, Malawi

Advocacy for Child Justice (ACJ), Zambia

African Girls Empowerment Network, Nigeria

Amref Health Africa Malawi

Anglicam Children's Programme, Zambia

Asociación de Jóvenes Feministas Ameyalli, El Salvador

Asociación SERniña, Guatemala

Associação Coalizao da Juventude Mocambicana (COALIZAO)

Associação Mulher, Lei e Desenvolvimento (MULEIDE), Mozambique

Associação Nivenyee (de Pessoas Vivendo com HIV, Mozambique

Association for the Restoration of the Dignity of Womanhood (ROTDOW), Nigeria

Bazarab Educational foundation, Nigeria

Bella Foundation for Child and Maternal Care, Nigeria

Bhakar Bhitrot Adiwasi Vikas Manch, Abu Road, Sirohi, Rajasthan, India

Brain Builder Youth Development Initiative (BBYDI), Nigeria

Caritas Zambia
Center for Youth development and Transformation, Malawi
Centre for Children Aid (CCA), Malawi
Centre for Conflict Management and Women Development Affairs (CECOWDA), Malawi
Centre for Girls and Interaction (CEGI), Malawi
Centre for Girls' Education, Nigeria
Centre for Social Concern and Development (CESOCODE), Malawi
Centre for Unfolding Learning Potentials - CULP, Jaipur, Rajasthan, India
Centre for Youth Empowerment and Civic Education (CYECE), Malawi
Chengeto Zimbabwe Trust, Zimbabwe
Child and Youth Protection Foundation (CYPF) Nigeria
Child Shield Initiative, Nigeria
CHOICE for Youth and Sexuality
Chotanagpur Kalyan Niketan Simdega, Jharkhand, India
Christian Youth Association of Malawi (CYAMA), Malawi
Coalition for the Empowerment of Women and Girls (CEWAG), Malawi
Development Resource for Empowerment & Action Mentorship (DREAM), Malawi
Dignity Initiative Zambia
Divine Era Development and Social Rights Initiative (DEDASRI), Nigeria
Dynamic Youth Development Organisation (DYDO), Nigeria
Educate-Her Malawi
Equality Now
Families Are Nations (FAN), Zambia
Forum for Concerned Young People (FOCO-YOPE), Malawi
Forum for the development of the youth with disabilities (FDYD), Malawi
Foundation for Children's Rights (FCR), Malawi
Fulfilling Dreams Foundation (FDF), Nigeria
Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer (FEIM)
Fundación SENDAS, Ecuador
Genfami Colombia
Girl Child Freedom at the Grassroot (GCFG), Nigeria
Girls Empowerment Network
Girls Voice Initiative, Nigeria
Girls' Power Initiative GPI (GPI) Nigeria
Global Initiative for Girls Rights Education and Empowerment (GIGREE), Nigeria
God Cares Rights Foundation, Malawi
Gram Chetna Kendra Jaipur, Rajasthan, India
Grassroots Movement for Health and Development (GMHD), Malawi
Help Her Heal Zimbabwe
HIV Testing Services Providers Association (HPA), Malawi
Hivos, Zambia
Hope Alive Child Network, Zimbabwe
IKWRO - Women's Rights Organisation, UK
International Planned Parenthood Federation – IPPF
Isa Wali Empowerment Initiative (IWEI), Nigeria
Jago Foundation, Giridih, Jharkhand, India
Janaki Women Awareness Society, Nepal
Jan Lok Kalyan Parishad, Jharkhand, India
Jan Sewa Parishad, Hazaribag Jharkhand, India
Jóvenas Latidas, Latinoamérica
Karonga for Girls with a Vision, Malawi

Kids & Teens Resource Centre (K&TRC), Nigeria
Ladder for rural development, Malawi
Life Concern (LICO), Malawi
Lifeline/Childline Zambia
Lift Her Up Initiative, Zambia
Lok Kalyan Seva Kendra, Pakur, Jharkhand, India
Lok Prerna Kendra – Chatra, Jharkhand, India
Madzimawe Foundation, Zambia
MAICC, Malawi
Marti Connecting Africa
Media Network on Child Rights and Development (MNCRD), Zambia
Nyika Institute, Malawi
Instituto Fanelo Ya Mina (Fanelo Ya Mina), Mozambique
One Billion Rising, Zambia
Organización Na'leb'ak, Guatemala
Orphans Friends and Community Development Trust, Zimbabwe
Outreach Scout Foundation, Malawi
Oxfam Malawi
Pan African Alliance to End Child Marriage (PAAECM)
People for Change, Jamshedpur, Jharkhand, India
Plan International
Population Matters
Pratigya, Ranchi, Jharkhand, India
PSHAF, Zambia
Regional Psychological Support Initiative (REPSSI), Zambia
Right To Play Mozambique
Rotary Action Group for Sexual Reproductive, Maternal, Child and Women Health
Rozaria Memorial Trust, Zimbabwe
Safrina Foundation, Zambia
SAHYOGINI, Bahadurpur (Jaina) Bokaro, Jharkhand, India
Save the Future of Children Initiative (SAFIN), Nigeria
Shamwari yeMwanasikana, Zimbabwe
Shanduko Child Care, Zimbabwe
Shining Future Zambia
Shiv Shiksha Samiti Ranoli Tonk Rajasthan, India
Society for the Improvement of Rural People (SIRP), Nigeria
Soroptimist International
SOS Children's Villages, Zambia
Teams Advancing Women in Agriculture (TAWINA), Malawi
The Girls' Legacy, Zimbabwe
Ulalo, Malawi
UNASSE, A.C, México
Vikalp Sansthan, Rajasthan, India
Waruka Trust, Zimbabwe
Women Environment and Youth Development Initiative (WOYODEV), Nigeria
Women Information Network (WINET), Nigeria
Women Initiative for Leadership Strategy and Innovation in Africa (Women Africa), Nigeria
Women Trafficking And Child Labour Eradication Foundation (WOTCLEF), Nigeria
Women United for Economic Empowerment (WUEE), Nigeria
Women Wing of Christian Association of Nigeria (WOWICAN) State Chapter, Nigeria
World Fit for Children (WOFIC), Malawi

Youth Arm Organization, Malawi

Youth Initiative for Community Development (YICOD), Malawi

Youth Net and Counselling (YONECO), Malawi

Youth Wave, Malawi